

un mineur dans la région du delta des Territoires du Nord-Ouest?

Je pense que la Cour territoriale de circuit a cassé la sentence et a ordonné au jeune homme de quitter le territoire. Le premier ministre peut-il confirmer et commenter ce fait?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, mais je me renseignerai.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

RUMEURS D'AUGMENTATION DE L'IMPÔT AMÉRICAIN SUR LES INVESTISSEMENTS DE CANADIENS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Eric A. Winkler (Grey-Bruce): Je demanderais au ministre des Finances s'il peut faire rapport à la Chambre sur une déclaration émanant de Washington aujourd'hui et selon laquelle le Congrès étudie la possibilité de majorer de 15 à 30 p. 100 l'impôt de rétention sur les investissements de Canadiens et s'il peut la commenter.

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Le député et la Chambre seront sans doute heureux d'apprendre que les exemptions dont le Canada jouissait jusqu'à maintenant resteront en vigueur.

[Plus tard]

M. Winkler: Afin qu'il n'y ait pas d'erreur au compte rendu, je voudrais faire la rectification suivante. J'ai posé tantôt une question au ministre des Finances à propos d'une communication émanant de Washington. J'ai employé les mots «impôt de rétention» mais j'aurais dû dire «impôt de prééquation». Sauf erreur, la réponse s'appliquait à l'impôt de péréquation.

LE VIETNAM DU NORD—LA LIVRAISON DE MISSILES PAR L'URSS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Une question pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le secrétaire d'État nous a dit avoir fait connaître aux États-Unis la position canadienne en ce qui concerne les bombardements du Vietnam du Nord, mais a-t-il informé le gouvernement de l'URSS de la position du Canada en ce qui concerne l'envoi au Vietnam par les Russes de missiles et d'autres armes destinées à la destruction de l'aviation américaine? Si je pose cette question, c'est à cause de la position du gouvernement de l'URSS, qui assume la coprésidence de la conférence de Genève, par rapport à celle du Canada décollant du fait qu'il est un des trois pays

[M. Thompson.]

membres de la Commission internationale de contrôle au Vietnam.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je n'ai pas entendu toute la question. Je l'étudierai et y répondrai demain.

M. Nesbitt: Puis-je soumettre une question supplémentaire, que le ministre pourra étudier par la même occasion? Le gouvernement a-t-il pris position relativement à la fourniture de missiles et d'autres armes au Vietnam du Nord par l'Union soviétique?

L'hon. M. Martin: Oui, monsieur l'Orateur, mais comme c'est une question très importante, je tiens à l'examiner de près.

L'AIDE DU CANADA AUX ANTILLES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, je m'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures tout simplement pour obtenir des renseignements comme d'habitude. Comme en fait foi le compte rendu des débats du 16 janvier, le ministre a parlé de la réunion qui doit avoir lieu à Sainte-Lucie à la fin du mois pour étudier certaine forme d'assistance que le Canada se propose de donner aux Antilles. Comme plusieurs îles des Antilles sont maintenant semi-indépendantes et comme elles ont besoin d'accroître sensiblement leurs échanges et de recevoir de l'aide économique, le ministre pourrait-il faire une déclaration demain afin de faire connaître à la Chambre les programmes de collaboration que le Canada songe à mettre en œuvre avec ses voisins et amis des Antilles.

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Mon honorable ami ne se tient pas au courant des faits et gestes du gouvernement. La déclaration qu'il me demande de faire demain a déjà été faite par le premier ministre et mes collègues qui ont rencontré, en juillet dernier à Ottawa, les représentants des pays des Antilles membres du Commonwealth.

L'hon. M. Churchill: J'aimerais que le ministre soit un peu plus à la page. Je parle d'une réunion qui doit avoir lieu vers la fin de janvier qui n'est pas très éloignée. Le ministre nous donnerait-il sur-le-champ des renseignements au sujet de cette réunion, sur les projets de collaboration et les moyens que propose le Canada pour aider nos voisins et amis des Caraïbes?

L'hon. M. Martin: Voilà une question concrète à laquelle je puis facilement répondre.